



Le *Meilleur* de la formation
en Comptabilité-Gestion
à distance

Corrigés du DCG 2015
à télécharger gratuitement !
sur www.comptalia.com



Comptalia, l'école qui en fait + pour votre réussite !

CORRIGÉ INDICATIF

Choisissez le n°1 sur les formations comptables

Préparez dès à présent la rentrée et inscrivez-vous en **DSCG** !



25 000

élèves formés



94 %

de nos élèves satisfaits



30

formations et diplômes



n°1

sur les formations comptables

SESSION 2015

UE 5 – ECONOMIE

Durée de l'épreuve : 4 heures – Coefficient : 1,5

SESSION 2015

UE5 - ECONOMIE

Durée de l'épreuve : 4 heures - coefficient : 1,5

*Aucun document ni aucun matériel ne sont autorisés.
En conséquence, tout usage d'une calculatrice est **INTERDIT** et constituerait une fraude.*

Document remis au candidat :

Le sujet comporte 3 pages numérotées de 1 à 3.

Il vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à votre disposition.

***Nota bene** : il vous est demandé d'apporter un soin particulier à la présentation de votre copie et à la qualité rédactionnelle. Ces éléments seront pris en compte dans l'évaluation.*

I – DISSERTATION**L'économie française peut-elle compter sur l'investissement pour retrouver la croissance ?****II – ÉTUDE DE DOCUMENT**

À l'aide de l'annexe fournie et de vos connaissances, vous traiterez les questions suivantes :

1. Après avoir rappelé les principaux déterminants théoriques du taux de change, expliquez les raisons de la dépréciation de l'euro sur le marché des changes sur la deuxième moitié de l'année 2014.
2. Analysez les conséquences potentielles de cette dépréciation sur les situations des entreprises et des ménages de la zone euro, sans vous limiter aux éléments fournis par l'annexe.

III – QUESTION**La décentralisation en France : objectifs, mise en œuvre et difficultés****Barème indicatif**

Dissertation.....	12 points
Etude de document.....	5 points
Question.....	3 points

AVERTISSEMENT

Si le texte du sujet, de ses questions ou de ses annexes vous conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il vous est demandé de la (ou les) mentionner explicitement dans votre copie.

Annexe

La dépréciation de l'euro face aux autres devises

Elle est enfin là. La baisse de l'euro tant espérée par le gouvernement a bien eu lieu. Depuis le mois de mai, la monnaie unique européenne a perdu 11% de sa valeur face au dollar et près de 5% face à l'ensemble des devises. Le change est actuellement de 1,24 dollar contre 1 euro alors qu'il s'établissait à 1,39 dollar pour 1 euro, il y a six mois. [...]

La dépréciation de l'euro s'explique essentiellement par la mise en œuvre d'un programme [...] qu'a engagé la Banque centrale européenne (BCE). Lancé en juin 2014, ce dernier a abouti en septembre, à un abaissement du principal taux directeur de la BCE, de 0,15% à 0,05% [...], à une baisse de son taux de dépôt qui est désormais négatif (-0,2%) ainsi qu'à un rachat massif de nouveaux actifs. [...] La BCE a voulu rendre les placements moins attractifs pour les investisseurs dont beaucoup sont allés placer leur argent aux États-Unis, [...]. La fin du « quantitative easing »¹ annoncée par la Réserve fédérale américaine (Fed), le 29 octobre, est un autre facteur [...]. Cela devrait notamment avoir pour conséquence de faire remonter les taux directeurs de la Fed en 2015, ce qui rendra les placements en dollar plus attractifs. "Pour les taux longs, on pourrait atteindre 3,2% pour le bon à 10 ans du Trésor américain dès 2015, contre environ 2,3% aujourd'hui", anticipait il y a deux semaines, Daniel Gerino, directeur de la Gestion et président de Carlton Sélection. « Pour cette raison, nous prévoyons la poursuite de la dépréciation de l'euro d'ici le début de l'année 2015, avec un taux de change de l'euro qui se déprécierait pour atteindre 1,20 dollar dès le deuxième trimestre 2015 » estime Bruno Ducoudré.

Cette analyse n'est pourtant pas partagée par tous les économistes. Selon Patrick Artus, directeur de la recherche et des études de Natixis, il n'est pas certain que cette baisse, qui s'explique aussi "par des positions spéculatives des traders à court terme", se poursuive. "Pour le moment, les investisseurs institutionnels européens et, surtout, non européens sont – eux – toujours acheteurs d'actifs financiers libellés en euros. Il faudrait donc que la dépréciation de l'euro, due aux positions spéculatives, finisse par les décourager pour que la monnaie européenne baisse vraiment, et de façon durable" explique-t-il.

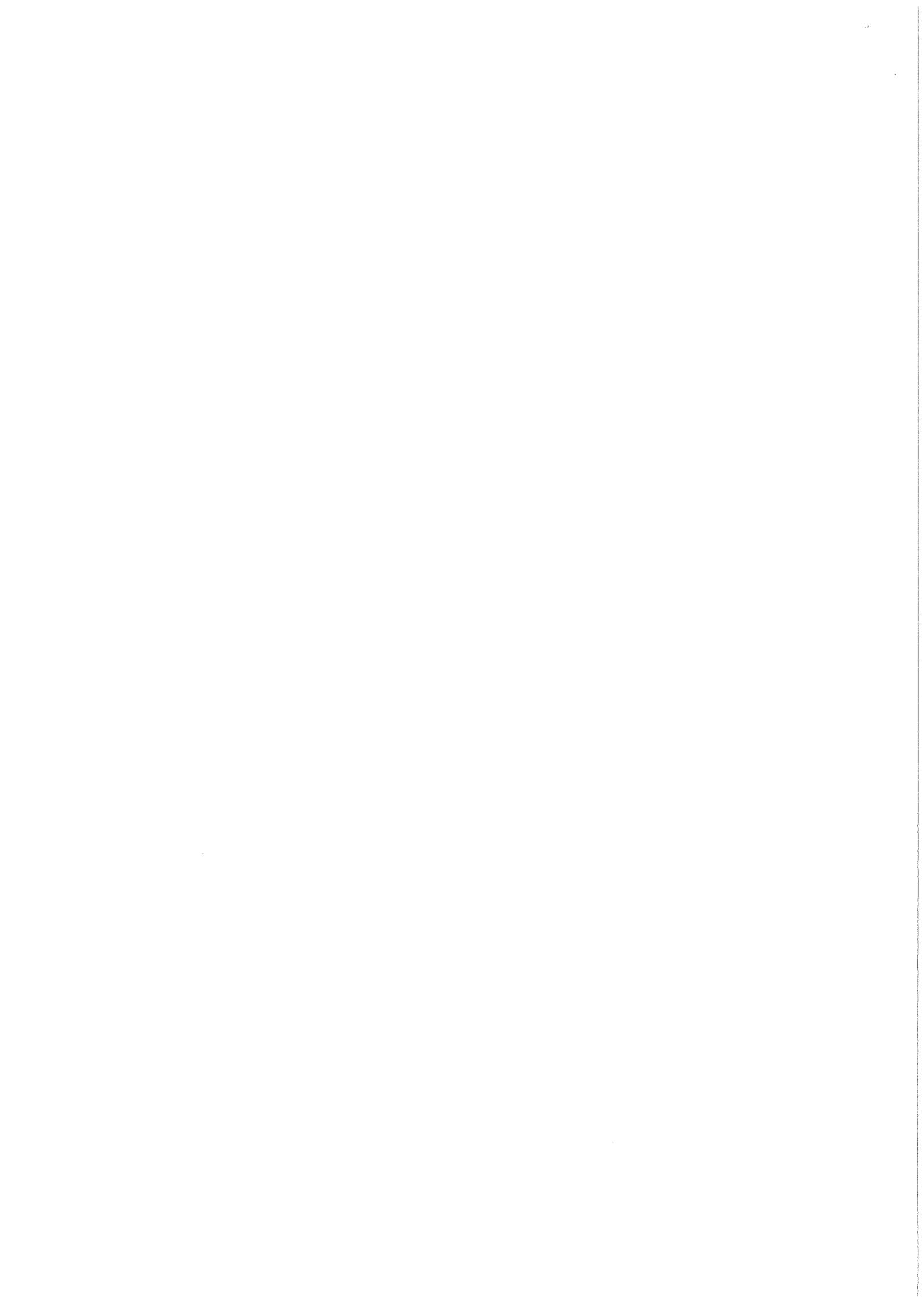
[...] Une dépréciation de l'euro est un avantage pour toutes les entreprises qui produisent leurs biens ou services dans la zone euro et les exportent en dehors de celle-ci. La baisse de la monnaie leur permet de vendre plus facilement leurs produits et/ou augmentent leurs marges. Leurs produits sont ainsi moins chers que ceux libellés en dollars et cela favorise la « compétitivité prix ». [...] À l'inverse, toutes les entreprises qui achètent du pétrole, des produits importés hors zone euro, des matières premières en général, ne sont pas gagnantes avec cette dépréciation. Celle-ci renchérit leur prix et réduit leurs marges. Cette problématique est la même pour les consommateurs qui voient leur pouvoir d'achat limité par cette baisse de l'euro. [...]

Le gouvernement en a fait son gimmick² ces derniers mois. La baisse de l'euro permettra de restaurer une partie de la compétitivité des entreprises et surtout de retrouver la croissance. Cet aspect fait d'ailleurs l'objet d'un véritable débat. Selon la Direction Générale du Trésor, une baisse de 10 % du taux de change effectif de l'euro face à toutes les monnaies (ce qui n'est donc pas encore le cas) permettrait la première année d'accroître notre PIB de 0,6 point, de créer 30.000 emplois, de réduire le déficit public de 0,2 point de PIB et d'augmenter les prix à la consommation de 0,5%. [...] Tous les économistes ne sont pas aussi optimistes. Selon Patrick Artus, la baisse de 10% de l'euro se traduirait par « une hausse de 7% des exportations en dehors de la zone euro, soit 0,77% de PIB supplémentaire. Mais, revers de la médaille, ce gain serait en très grande partie obéré par la hausse du prix des importations, en particulier de matières premières. Le renchérissement des importations se traduirait ainsi par 0,6% de point de PIB en moins. Du coup, le gain net pour l'économie française ne serait que de 0,17% de point de PIB en plus. Ce qui est négligeable» assure-t-il. [...]

Par Antoine Izambard, www.challenges.fr, le 06 novembre 2014

¹ Le « quantitative easing », appelé en français « assouplissement quantitatif », est l'utilisation par la Banque centrale d'une méthode non conventionnelle consistant à acheter massivement des actifs (titres de créances, obligations, etc.) à l'aide de liquidités (monnaie) qu'elle crée. Depuis septembre 2012, la Fed injectait des volumes considérables de monnaie (dollars) dans l'économie américaine.

² Un gimmick est un truc astucieux destiné à faire sensation, gadget publicitaire (vocabulaire familier provenant de l'américain).



SESSION 2015

UE 5 – ECONOMIE

Durée de l'épreuve : 4 heures

Coefficient : 1,5

SESSION 2015

UE 5 – ECONOMIE

Durée de l'épreuve : 4 heures – Coefficient : 1,5

Aucun document ni aucun matériel ne sont autorisés.

*En conséquence, tout usage d'une calculatrice est **INTERDIT** et constituerait une **fraude**.*

Document remis au candidat:

Le sujet comporte 3 pages numérotées de 1 à 3.

Il vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à votre disposition.

Nota bene : il vous est demandé d'apporter un soin particulier à la présentation de votre copie et à la qualité rédactionnelle. Ces éléments seront pris en compte dans l'évaluation.

I - DISSERTATION

L'économie française peut-elle compter sur l'investissement pour retrouver la croissance ?

II - ÉTUDE DE DOCUMENT

À l'aide de l'annexe fournie et de vos connaissances, vous traiterez les questions suivantes :

- 1. Après avoir rappelé les principaux déterminants théoriques du taux de change, expliquez les raisons de la dépréciation de l'euro sur le marché des changes sur la deuxième moitié de l'année 2014.**
- 2. Analysez les conséquences potentielles de cette dépréciation sur les situations des entreprises et des ménages de la zone euro, sans vous limiter aux éléments fournis par l'annexe.**

III – QUESTION

La décentralisation en France: objectifs, mise en œuvre et difficultés

Barème indicatif

Dissertation..... 12 points
Etude de document..... 5 points
Question3 points

AVERTISSEMENT

Si le texte du sujet, de ses questions ou de ses annexes, vous conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il vous est demandé de la (ou les) formuler *explicitement* dans votre copie.

Annexe

La dépréciation de l'euro face aux autres devises

Elle est enfin là. La baisse de l'euro tant espérée par le gouvernement a bien eu lieu. Depuis le mois de mai, la monnaie unique européenne a perdu 11% de sa valeur face au dollar et près de 5% face à l'ensemble des devises. Le change est actuellement de 1,24 dollar contre 1 euro alors qu'il s'établissait à 1,39 dollar pour 1 euro, il y a six mois. [...]

La dépréciation de l'euro s'explique essentiellement par la mise en œuvre d'un programme [...] qu'a engagé la Banque centrale européenne (BCE). Lancé en juin 2014, ce dernier a abouti en septembre, à un abaissement du principal taux directeur de la BCE, de 0,15% à 0,05% [...], à une baisse de son taux de dépôt qui est désormais négatif (-0,2%) ainsi qu'à un rachat massif de nouveaux actifs. [...] La BCE a voulu rendre les placements moins attractifs pour les investisseurs dont beaucoup sont allés placer leur argent aux États Unis, [...]. La fin du «quantitative easing»¹ annoncée par la Réserve fédérale américaine (Fed), le 29 octobre, est un autre facteur [...]. Cela devrait notamment avoir pour conséquence de faire remonter les taux directeurs de la Fed en 2015, ce qui rendra les placements en dollar plus attractifs. "Pour les taux longs, on pourrait atteindre 3,2% pour le bon à 10 ans du Trésor américain dès 2015, contre environ 2,3% aujourd'hui", anticipait il y a deux semaines, Daniel Gerino, directeur de la Gestion et président de Carlton Sélection.

«Pour cette raison, nous prévoyons la poursuite de la dépréciation de l'euro d'ici le début de l'année 2015, avec un taux de change de l'euro qui se déprécierait pour atteindre 1,20 dollar dès le deuxième trimestre 2015» estime Bruno Ducoudré.

Cette analyse n'est pourtant pas partagée par tous les économistes. Selon Patrick Artus, directeur de la recherche et des études de Natixis, il n'est pas certain que cette baisse, qui s'explique aussi "par des positions spéculatives des traders à court terme", se poursuive. "Pour le moment, les investisseurs institutionnels européens et, surtout, non européens sont - eux - toujours acheteurs d'actifs financiers libellés en euros. Il faudrait donc que la dépréciation de l'euro, due aux positions spéculatives, finisse par les décourager pour que la monnaie européenne baisse vraiment, et de façon durable" explique-t-il.

[...] Une dépréciation de l'euro est un avantage pour toutes les entreprises qui produisent leurs biens ou services dans la zone euro et les exportent en dehors de celle-ci. La baisse de la monnaie leur permet de vendre plus facilement leurs produits et/ou augmentent leurs marges. Leurs produits sont ainsi moins chers que ceux libellés en dollars et cela favorise la «compétitivité prix». [...] À l'inverse, toutes les entreprises qui achètent du pétrole, des produits importés hors zone euro, des matières premières en général, ne sont pas gagnantes avec cette dépréciation. Celle-ci renchérit leur prix et réduit leurs marges. Cette problématique est la même pour les consommateurs qui voient leur pouvoir d'achat limité par cette baisse de l'euro. [...].

Le gouvernement en a fait son gimmick² ces derniers mois. La baisse de l'euro permettra de restaurer une partie de la compétitivité des entreprises et surtout de retrouver la croissance. Cet aspect fait d'ailleurs l'objet d'un véritable débat. Selon la Direction Générale du Trésor, une baisse de 10 % du taux de change effectif de l'euro face à toutes les monnaies (ce qui n'est donc pas encore le cas) permettrait la première année d'accroître notre PIB de 0,6 point, de créer 30.000 emplois, de réduire le déficit public de 0,2 point de PIB et d'augmenter les prix à la consommation de 0,5%. [...] Tous les économistes ne sont pas aussi optimistes.

Selon Patrick Artus, la baisse de 10% de l'euro se traduirait par « Une hausse de 7% des exportations en dehors de la zone euro, soit 0,77% de PIB supplémentaire. Mais, revers de la médaille, ce gain serait en très grande partie obéré par la hausse du prix des importations, en particulier de matières premières. Le renchérissement des importations se traduirait ainsi par 0,6% de point de PIB en moins. Du coup, le gain net pour l'économie française ne serait que de 0,17% de point de PIB en plus. Ce qui est négligeable» assure-t-il. [...]

Par Antoine Izambard, www.challenges.fr. le 06 novembre 2014

1 Le «quantitative easing», appelé en français «assouplissement quantitatif», est l'utilisation par la Banque centrale d'une méthode non conventionnelle consistant à acheter massivement des actifs (titres de créances, obligations, etc.) à l'aide de liquidités (monnaie) qu'elle crée. Depuis septembre 2012, la Fed injectait des volumes considérables de monnaie (dollars) dans l'économie américaine.

2 Un gimmick est un truc astucieux destiné à faire sensation, gadget publicitaire (vocabulaire familier provenant de l'américain).

Proposition de corrigé

Remarque préalable.

Le corrigé proposé par Comptalia est souvent plus détaillé que ce que l'on est en droit d'attendre d'un candidat dans le temps imparti pour chaque épreuve.

A titre pédagogique le corrigé peut donc comporter des rappels de cours par exemple, non exigés dans le traitement du sujet.

I - Dissertation

L'économie française, peut-elle compter sur l'investissement pour retrouver la croissance ?

Corrigé sous forme d'un plan détaillé avec introduction et conclusion rédigées

Introduction

(Accroche) - La situation macro-économique de la France depuis les manifestations de la crise financière de 2008 : croissance économique très faible, augmentation du chômage, inflation faible voire tendance à la déflation.

(Définition des termes du sujet) - Dans ce contexte, d'aucuns se demandent comment le processus de la croissance économique qui se définit comme l'augmentation soutenue et durable d'un indicateur de dimension comme le PIB, peut repartir.

Notamment, les économistes se posent la question de la contribution de l'investissement à cette reprise. En effet, l'investissement, c'est-à-dire l'accumulation de biens et de services destinés à produire d'autres biens et services, est une source déterminante de la croissance économique puisqu'il intervient en tant que moteur et facteur de la croissance.

(Problématique) - Nous pouvons nous demander dans quelle mesure l'investissement peut relancer la croissance économique de l'économie française ?

(Présentation du plan) – pour répondre à cette question nous montrerons l'importance de l'investissement dans le processus de croissance pour ensuite, pour ensuite discuter des conditions de sa reprise dans le contexte de l'économie française de 2015.

Développement

Partie I - L'investissement, une source essentielle de la croissance économique

L'investissement est une source essentielle de la croissance économique, grâce à son double statut de moteur et facteur de la croissance.

A- L'investissement, moteur de la croissance

- L'investissement comme la consommation finale des ménages et les exportations est un moteur de la croissance économique : investir, c'est augmenter la production des biens et des services de production, donc l'activité économique.
- Cet effet de l'investissement sur l'activité économique se constate au niveau de l'investissement des ménages (logement principalement), des entreprises (investissements productifs) ou de l'Etat (investissements dans les infrastructures).
- Le mécanisme qui permet d'expliquer la contribution de l'investissement à la croissance est le multiplicateur de revenu qui montre que sous certaines conditions tout investissement autonome crée des vagues de dépenses et de revenus successives, dont le montant est bien supérieur à l'investissement initial.
- Si l'investissement en tant que moteur de la croissance explique le pourquoi de la croissance, l'investissement considéré comme facteur de la croissance va en éclairer le comment.

B – L'investissement facteur de la croissance

- L'investissement qui consiste à accumuler des biens et des services de production est nécessaire pour produire quelle que soit sa fonction : capacité, productivité, renouvellement.

L'investissement immatériel, lui permet plus particulièrement de développer les innovations dont Schumpeter a montré le rôle capital dans les cycles longs de type Kondratiev.

- Par contre, les effets sur la croissance seront différents : croissance extensive avec les investissements de capacité, croissance intensive avec les investissements de rationalisation ou de productivité.
- La croissance extensive s'accompagne directement d'une augmentation du volume de biens produits, alors que la croissance intensive, elle, ne parvient à ce résultat que par l'augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs qui bénéficient des baisses de coût et de prix, ce qui leur permet de développer d'autres dépenses et ainsi stimuler la croissance.
- Par exemple, l'accélérateur (Aftalion), montre les effets d'une augmentation de la demande adressée aux entreprises sur les investissements de capacité, donc la contribution additionnelle de l'investissement à la croissance par le biais du coefficient de capital.

(Transition) - Considéré comme moteur ou facteur de la croissance, la théorie économique qu'elle soit néoclassique (modèle de Solow, par exemple) ou keynésienne, a repéré le rôle crucial de l'investissement dans le processus de croissance. La question se pose de savoir si les déterminants micro et macro-économiques de l'investissement sont favorables aujourd'hui en France, de manière à relancer la croissance économique.

Partie II – Qui nécessite certaines conditions pour pouvoir se manifester dans l'économie française

Les déterminants de l'investissement sont multiples : micro-économiques (rentabilité, taux de marge, capacités de production...); macro-économiques (niveau de la demande, possibilités et coût du financement); psychologiques (anticipations de demande, perception de l'avenir par les chefs d'entreprises...)

Certains de ces déterminants évoluent en faveur d'une reprise de l'investissement en France d'autres au contraire pourraient continuer à freiner cette reprise.

Pour toute réaction ou remarque sur les corrigés, écrivez à pedagogie@comptalia.com

www.comptalia.com - 0800 266 782 (Appel gratuit depuis un poste fixe)

© Comptalia.com - Ce corrigé est fourni à titre indicatif et ne saurait engager la responsabilité de Comptalia

A – Certains déterminants sont favorablement orientés en France

- La demande hors zone euro, adressée aux entreprises exportatrices progresse avec la baisse des taux de change de l'euro. Les capacités de production devront donc être développées, d'autant plus que la France souffre d'un sous-investissement chronique depuis 2008 donc du vieillissement du parc des biens de productions.
- La rentabilité et le taux de marge des entreprises remontent après leur effondrement en 2009. Ceci est dû à la stabilisation ou légère reprise de l'activité, à la baisse du coût du travail (allègements de charges), à la baisse des prix des matières premières et produits semi-finis ainsi que ceux de l'énergie. Cette amélioration de la performance des entreprises permet et justifie l'augmentation de leurs investissements.
- Mais, le déterminant le plus favorable à la reprise de l'investissement en 2015 est le faible coût de son financement, déterminé par le taux d'intérêt à long terme dont le niveau réel n'a jamais été aussi faible (< 2%). Ceci permet d'améliorer la rentabilité prévisionnelle de l'investissement, ainsi que les risques liés à la décision d'investir.

Si de nombreuses variables agissant sur l'investissement semblent au vert, d'autres ne sont pas encore au rendez-vous.

B – Alors que d'autres freinent la reprise de l'économie française

- Si le faible coût du crédit est éminemment favorable à une reprise de l'investissement et par suite à celle de la croissance économique, les possibilités de financement par endettement bancaire semblent bien limitées en 2015. En effet, l'offre de crédit est faible, les banques fragilisées par la crise financière cherchant à améliorer leurs résultats, augmenter leurs capitaux propres et diminuer leurs risques. Ce phénomène de crédit-crunch est très défavorable à l'investissement des entreprises, étant donnée l'importance du financement bancaire.
- Les anticipations de demande demeurent fragiles, parce que le niveau de la demande interne actuelle est faible et que sa reprise dépend de l'évolution des revenus et du pouvoir d'achat dont les progressions sont très modestes. A cet égard, l'évolution des prélèvements obligatoires pesant sur les ménages sera déterminante. La faiblesse de la reprise dans l'UE et particulièrement la zone euro pèse également sur ces anticipations.
- L'évolution du niveau des prix n'est pas toujours perçue favorablement : le risque de déflation dans certains secteurs bloque l'investissement – Au contraire dans l'immobilier le niveau très élevé des prix nuit à la reprise de l'investissement des ménages.

Conclusion

Nous avons montré que l'investissement est une variable essentielle dans le processus de croissance par son double statut de moteur et de facteur. Il est donc judicieux d'attendre de sa reprise, celle de la croissance économique, en France en 2015. Pour autant cette reprise ne se fera que si les déterminants de l'investissement sont bien orientés, comme le coût du crédit ou la baisse du taux de change favorable à une reprise des exportations. Néanmoins certains points demeurent problématiques, comme l'atonie de la demande dans la zone euro, l'étranglement de l'offre de crédit ou l'évolution des prix de l'immobilier qui empêchent une reprise franche de l'investissement des ménages et surtout des entreprises.

Une chose est sûre toutefois, la croissance économique française ne sera pas provoquée par la dynamique de l'investissement public, en effet les plans d'austérité budgétaires mis en place tant au niveau du budget de l'Etat que de celui des collectivités territoriales devraient oblitérer l'investissement public pendant quelques années.

II – Etude de document

1) Après avoir rappelé les principaux déterminants théoriques du taux de change, expliquez les raisons de la dépréciation de l'euro sur le marché des changes sur la deuxième moitié de l'année 2014

Le taux de change se définit comme le prix d'une devise exprimé dans une autre devise. Dans un système de taux de change flottants*, le taux de change des devises est fonction de l'offre et de la demande de chaque devise sur le marché des changes (le Forex) → si l'offre d'euro est > à la demande d'euros, alors le taux de change de la monnaie nationale vis-à-vis des principales devises diminue.

Pour comprendre les vrais déterminants du taux de change, il faut donc analyser les raisons du déséquilibre entre l'offre et la demande d'une devise :

- les déséquilibres de la balance des transactions courantes : un déficit soutenu et durable provoque une baisse du taux de change et à l'inverse, un excédent provoque une appréciation du taux de change ;
- le différentiel d'inflation entre les nations. Par exemple, si l'inflation est durablement plus élevée dans la zone euro qu'aux USA, cela provoque une baisse de la parité euro/dollar ;
- le niveau des taux d'intérêt relatifs (particulièrement les taux courts) : si la rémunération de l'euro est supérieure à celle des dollars aux USA, alors on assiste à une vente de \$ contre des € sur le marché des changes et à une réévaluation de la valeur de l'€ par rapport au \$;
- au-delà de la fixation des taux d'intérêt à court terme, la politique monétaire menée par la banque centrale (quantitative easing, par exemple ou soutien par une BC de sa devise par son rachat massif sur le marché des changes, en vendant les devises étrangères détenues au titre des réserves de change) ;
- le différentiel entre les IDE et investissements de portefeuille sortants et les IDE et investissements de portefeuille entrants. Si les IDE entrants sont plus importants, cela provoque une appréciation de la devise du pays d'accueil ;
- la spéculation sur le Forex qui joue des devises à la hausse et d'autres à la baisse en fonction de la situation macro-économique actuelle et anticipée des espaces monétaires.

En définitive, ce sont les performances du système économique et ses perspectives d'avenir, ainsi que la confiance ou méfiance qu'ils inspirent, qui déterminent la trajectoire du taux de change d'une devise. Cette trajectoire pouvant être influencée par la politique monétaire menée par la banque centrale.

Les raisons de la dépréciation de l'euro sur le marché des changes sur la deuxième moitié de l'année 2014 sont :

- les divergences de taux d'intérêt courts et longs entre la zone euro et les Etats-Unis : fin annoncée par la FED de la quantitative easing qui augure une remontée des taux américains,, alors que la BCE continuait à baisser les taux courts et se met à pratiquer à son tour la quantitative easing propre à faire baisser les taux d'intérêt. L'augmentation de la rémunération de l'argent aux USA par rapport à la zone euro entraîne un afflux de capitaux en \$ voulant profiter de l'augmentation des taux. Ce mécanisme conduit donc à la dévalorisation de l'euro par rapport au dollar ;
- par ailleurs, les problèmes de la zone euro, au niveau des dettes publiques, et le risque de sortie de la Grèce de cette zone entraînent une certaine défiance des investisseurs, entretenue par une spéculation pariant sur l'échec de la monnaie unique ;

- Enfin, le différentiel de performances macro-économiques présentes et futures entre les USA et les pays de la zone euro (taux de croissance, taux de chômage, présence dans les activités innovantes) en nette faveur des Etats-Unis, justifie sans doute une appréciation du \$ par rapport à l'€.

** Dans un système de taux de change fixe ce sont les autorités monétaires de chaque pays membre qui déclarent une parité de leur monnaie avec une devise centrale (le \$ dans le système de Bretton woods entre 1945 et 1971), puis éventuellement les demandes de dévaluation de certains membres adressées aux autorités de régulation du système monétaire international.*

2) Analysez les conséquences potentielles de cette dépréciation sur les situations des entreprises et des ménages dans la zone euro, sans vous limiter aux éléments fournis par l'annexe.

Les conséquences de la dépréciation de l'euro sur les consommateurs de la zone euro :

- une baisse de pouvoir d'achat (augmentation du prix des biens importés) voire apparition d'une inflation importée qui finit par se diffuser à l'ensemble de l'économie ;
- l'augmentation des prix des produits importés risque de modifier la structure de consommation des ménages en fonction de l'élasticité-prix des produits et des services concernés ;
- une augmentation sensible du prix des déplacements et des séjours à l'étranger ;
- une augmentation de la facture énergétique des ménages de nature à accroître les difficultés des plus défavorisés et à limiter la consommation des autres.

Les conséquences de la dépréciation de l'euro sur les consommateurs de la zone euro :

- les entreprises bénéficient d'une amélioration de leur compétitivité prix lorsqu'elles facturent en € à des clients qui paient en \$;
- les entreprises paient plus cher les composants, matières premières et énergie dont le prix est en \$. Cela augmente leurs coûts et limite leurs marges ;
- l'augmentation du prix des importations peut donner l'occasion de développer des substituts produits dans la zone euro des produits auparavant importés ;
- la dépréciation de l'€ rend les IDE dans la zone euro plus attractifs (attire des entreprises et des investissements).

III – Question

La décentralisation en France : objectifs, mise en œuvre et difficultés.

Définition de la décentralisation

Selon la définition de Georges Burdeau en 1967, « une activité est dite décentralisée lorsque les règles qui la commandent sont édictées par des autorités émanant du groupe qu'elle concerne.

Autrement dit, les collectivités territoriales concernées par la décentralisation ne sont pas soumises aux décisions du pouvoir central.

Notion à distinguer de la déconcentration.

Objectifs de la décentralisation

Il s'agit d'améliorer le fonctionnement de la puissance publique en permettant la prise de décision au niveau le plus approprié (communes et regroupements de communes, départements, régions Etat). La décision est ainsi mieux adaptée, souvent moins coûteuse, donc plus efficiente). C'est aussi un progrès de la démocratie locale.

Mise en œuvre de la décentralisation (histoire et répartition des compétences)

En France, la première tentative (avortée) de décentralisation date de 1969 et du référendum proposé aux français par le général de Gaulle sur la régionalisation.

La première véritable loi fixant un cadre à la décentralisation est redevable au pouvoir socialiste de l'après 1981, avec deux lois, votées respectivement en 1982 et en 1983 : la loi sur les nouveaux rapports entre l'Etat et les collectivités et celle sur les transferts de compétence.

La loi constitutionnelle de 2003 modifie les articles et introduit de nouveaux articles relatifs à la répartition des compétences et des financements entre l'Etat et les collectivités territoriales.

Enfin, en août 2004, la loi relative aux libertés et responsabilités locales, établit une nouvelle répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales. Cela correspond dans les faits au plus important transfert de compétences jamais envisagé en France de l'Etat, vers les collectivités.

Le transfert de compétences se poursuit encore en 2015.

L'Etat s'occupe des compétences régaliennes (Armée, justice, Education...) et les collectivités territoriales, régions et départements se partagent les compétences décentralisées comme la formation, le social et la solidarité, (administration du RSA par exemple), les transports. Les communes assurant tous les services publics de proximité.

Difficultés de la décentralisation

- Le manque de lisibilité de l'action publique éparpillée entre les différents niveaux : le millefeuille administratif français.

- Le chevauchement des compétences entre plusieurs niveaux qui entraîne une surconsommation de ressources. Le transfert de compétences s'accompagne souvent d'une augmentation du nombre total de fonctionnaires (Administrations centrales + Administrations territoriales)

- Des transferts de compétences de l'Etat vers les collectivités territoriales qui ne s'accompagnent pas toujours de l'ensemble des moyens nécessaires pour les mettre en œuvre → difficultés financières des collectivités locales. Cela entraîne un fort alourdissement de la fiscalité locale.

- Certaines activités très sensibles aux économies d'échelle coûtent plus cher dans un cadre décentralisé par rapport à une mise en œuvre centralisée.

- Avec la multiplication des centres de décision, multiplication des sources de corruption et de clientélisme.

Pour toute réaction ou remarque sur les corrigés, écrivez à pedagogie@comptalia.com

www.comptalia.com - 0800 266 782 (Appel gratuit depuis un poste fixe)

© Comptalia.com - Ce corrigé est fourni à titre indicatif et ne saurait engager la responsabilité de Comptalia